

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PACCOR France SAS

Avenue de Cramat
40140 Soustons

Références : DREAL/2025D/9602
Code AIOT : 0005207024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement PACCOR France SAS implanté au 840 Rue de la Ferme de Carboué - 40000 Mont-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PACCOR France SAS
- 840 Rue de la Ferme de Carboué - 40000 Mont-de-Marsan
- Code AIOT : 0005207024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement était spécialisé dans la fabrication de feuilles laitières en matières plastiques en poly-propylène expédiées vers les clients. Ceux-ci les mettent en forme essentiellement comme pot de yaourt. Il relevait du régime de l'autorisation, encadré par l'arrêté préfectoral du 25/10/2007.

Par courrier du 25 mai 2021, celui-ci a notifié sa cessation d'activité, avec une fermeture envisagée au 30 juin 2021. L'usage retenu pour le site est un usage industriel. À noter que la mairie de Mont-de-Marsan n'a pas répondu à la proposition faite par l'exploitant le 25 mai 2021, ni à sa relance du 31 mars 2022.

Un APC pour encadrer les travaux de dépollution du site a été pris le 20 mars 2024.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité du site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en sécurité de l'installation	Code de l'environnement du 09/10/2024, article R. 512-39-1 et R. 512-75-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Objectifs de dépollution	AP Complémentaire du 20/03/2024, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 20/03/2024, article 9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 20/03/2024, article 9.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 20/03/2024, article 9.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Modifications	Code de l'environnement du 09/10/2024, article R. 181-46	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation d'activité peut être actée (cf. PV de récolement) et la majorité de la superficie du site peut être dévolue à un usage tertiaire ou de plein-air. La partie Nord-Ouest doit impérativement être destinée à un usage industriel et rester en l'état (parkings imperméabilisés).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/10/2024, article R. 512-39-1 et R. 512-75-1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/10/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

+ Article R. 512-75-1 :

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

+ suites de la précédente inspection du 9 octobre 2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en sécurité son site sous un mois : contrôle des accès, évacuation des déchets, sécurisation des toitures en fibrociment, sécurisation des trous / trappes / locaux pour les personnes travaillant sur site et en cas de pénétration extérieure hors périodes ouvrées.

Tous les justificatifs d'évacuation, valorisation et élimination des déchets, en particulier ceux contenant de l'amiante, sont transmis à l'inspection dès réception.

Constats :

Lors de l'inspection, puis par photographies, il a été constaté que le site est maintenant sécurisé : portail fermé et sous vidéosurveillance, déchets évacués, toitures en fibrociment déposées au fur et à mesure de l'avancée des travaux de réhabilitation du site, rebouchage ou sécurisation des trous / trappes / locaux pour les personnes travaillant sur site et en cas de pénétration extérieure hors périodes ouvrées.

Par courriel du 25 novembre 2025, l'exploitant a transmis les justificatifs d'évacuation et d'élimination des déchets, en particulier ceux contenant de l'amiante, vers la société CLTDI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Objectifs de dépollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs de dépollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les sols des zones identifiées #1 et #11 dans le plan de gestion visé au présent arrêté sont excavés. L'excavation est faite à l'avancement, selon des observations organoleptiques des terrains et, au besoin, par des analyses rapides de terrain.</p> <p>Des analyses libératoires sont effectuées, selon les normes en vigueur, en fond de fouille et sur les flancs, afin de s'assurer du respect des objectifs et valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 500 mg/kg pour les Hydrocarbures totaux (C10-C40),• 50 mg/kg pour les HAP. <p>Les zones excavées doivent être comblées dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Dans l'attente, les zones excavées sont dûment clôturées et signalées.</p> <p>Pour la zone saturée et de battement de la nappe des zones excavées, seuls des matériaux d'apport sains peuvent être utilisés en comblement.</p> <p>Hors de ces zones, les zones excavées doivent être comblées :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par les terres traitées in situ et pour lesquelles les objectifs de dépollution fixés ci-dessus ont été atteints, soit par des matériaux d'apport sains,- soit par des terres excavées ou bétons sains, issues du site peuvent être utilisées dès lors qu'il est démontré que ces terres respectent l'ensemble des critères définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. <p>+ suites de la précédente inspection du 9 octobre 2024 :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre sous un mois une note d'explication du procédé d'oxydation mis en œuvre par la société SOLREM, ainsi que les résultats des analyses du sol en fond de fouille pour la zone #1 avec les commentaires associés.</p>
Constats : <p>Par courrier du 20 janvier 2025, SOLREM a transmis une note d'explication du procédé d'oxydation mis en œuvre.</p> <p>Puis, par courrier du 31 janvier 2025, le bureau d'études APAVE a transmis les résultats des analyses du sol en fond de fouille pour la zone #1 avec les commentaires associés. Les résultats mettent en évidence des teneurs en hydrocarbures C10-C40 à 884 mg/kg, principalement des hydrocarbures lourds (fraction > C24-C28, > C28-C32 et > C32-C36), pour un seuil de dépollution cible à 500mg/kg.</p> <p>Cependant, le bureau d'études indique que la zone 1 avait fait l'objet de terrassement jusque sous la zone saturée (présence d'eau dans la fouille), et conformément à l'arrêté préfectoral encadrant les travaux de dépollution, les terrassements n'avaient pas été poussés plus profondément. De plus, il a été constaté un niveau d'eau encore supérieur à celui mis en évidence en phase travaux au niveau du sondage réalisé pour effectuer ce prélèvement du fond de la fouille de la zone 1, le</p>

mercredi 29/01/2025. Ces matériaux sont à ce jour confinés sous les 1,5 à 2 m de remblais utilisés pour combler la fouille. Les investigations sur les gaz du sol réalisées à proximité immédiate de cette fouille n'ont par ailleurs pas mis en évidence d'anomalie significative pour les polluants rencontrés. (cf.rapport APAVE N°2389475.1 du 20/01/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2024, article 9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit et met en place un plan de surveillance environnementale qui fixe les paramètres ainsi que la fréquence des mesures permettant de s'assurer de la maîtrise des impacts (poussières, odeurs, bruit, etc.) sur les différents milieux potentiellement impacté par les travaux. Ce plan est transmis à l'inspection des installations classées avant le démarrage des travaux visés par la surveillance.

+ suites de la précédente inspection du 9 octobre 2024 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, le plan de surveillance environnementale qui fixe les paramètres ainsi que la fréquence des mesures permettant de s'assurer de la maîtrise des impacts (poussières, odeurs, bruit, etc.) sur les différents milieux potentiellement impactés par les travaux, et qui aurait dû être transmis avant le démarrage des travaux visés par la surveillance.

Constats :

Par courriel du 31 janvier 2025, SOLREM a transmis le document suivant : « Plan d'Hygiène et de Sécurité N°SRM 2307147 - PAE - V1 du 06/05/2024 ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2024, article 9.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder, à une fréquence adaptée à la durée des travaux (a minima mensuellement), à une campagne de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines pendant toute la durée des travaux de dépollution, objet du présent arrêté, au droit des sept piézomètres dont la localisation figure sur le plan en annexe du présent arrêté.

À l'issue des travaux, l'exploitant poursuit la surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses sont réalisés par un laboratoire agréé, dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur.

Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne. Le sens d'écoulement de la nappe doit être précisé à l'occasion de chaque campagne d'analyses.

Les paramètres à analyser sont a minima :

- pH,
- conductivité,
- hydrocarbures,
- HAP,
- composés organiques volatils (BTEX),
- composés organo-halogénés volatils (COHV), dont trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, trans-1,2-dichloroéthylène, cis 1,2-dichloroéthylène et chlorure de vinyle,
- arsenic.

Les résultats d'analyses, commentés par l'exploitant, sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Les modalités de surveillance pourront être aménagées ou adaptées en fonction des résultats des différentes campagnes et après validation par le service de l'inspection des installations classées.

+ suites de la précédente inspection du 9 octobre 2024 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous 15 jours, les résultats des analyses mensuelles réalisées pendant les travaux de dépollution allant du mois d'avril au mois de septembre 2024.

Constats :

Les analyses des eaux souterraines pendant les travaux n'ont pas été réalisées par l'exploitant.

Par courriel du 31 janvier 2025, le bureau d'études APAVE a transmis les résultats des analyses sur les eaux souterraines réalisées les 23 et 24 septembre 2024. Les sept piézomètres présents sur site ont été prélevés le 23/09/2024. Quatre prélèvements de gaz du sol/air sous dalle ont été effectués (GDS2 était en eau au moment des investigations, un prélèvement air sous dalle a été réalisé à la place, à proximité directe de l'ouvrage) le 24/09/2024 pendant les travaux de dépollution allant du mois d'avril au mois de septembre 2024.

Les anomalies suivantes sont retenues pour les eaux souterraines :

- Au niveau du piézomètre PzC (localisé en aval de l'ancienne cuve d'hydrocarbures située au centre du site) en COHV ;
- En hydrocarbures C5-C40 et benzène au niveau du piézomètre Pz6 (amont hydraulique). Ces anomalies proviennent des pollutions issues du dépôt pétrolier situé à 100m en amont du site (amont hydrogéologique) et ne sont pas imputables aux activités exercées sur site
- Au niveau du Pz8 en hydrocarbures C10-C40. Cette anomalie est considérée comme résiduelle à l'issue de la dépollution de la zone #11. La poursuite de cette surveillance post-travaux permettra de vérifier cette tendance.

Concernant les gaz du sol, les résultats d'analyses montrent des quantifications en COHV,

hydrocarbures volatils et BTEX-CAV selon les échantillons.

Pour la présente campagne, des anomalies sont retenues au niveau du GDS4 Bis, situé au nord du site et du GDS1 Bis, proche de la zone #1 dépolluée :

- En hydrocarbures volatils (C5) au niveau du GDS1 Bis avec une concentration de 598 µg/m³ • En hydrocarbures volatils (C5-C16) au niveau du GSD4 Bis, atteignant une concentration de 1 649 008 µg/m³,
- En BTEX-CAV au niveau du GDS4 Bis, atteignant une concentration de 237 525 µg/m³.

Des détections en COHV sont également observées mais non considérées comme anomalies, les quantifications étant inférieures aux valeurs de comparaison.

Il convient de rappeler que les supports de prélèvement pour le GDS1 Bis et GDS4 Bis ont été saturés (quantification dans la couche de contrôle), engendrant de potentielles sous-estimations des concentrations mesurées. Les concentrations présentées ci-avant correspondent à l'addition des quantifications dans la couche de mesure et dans la couche de contrôle.

Les concentrations en hydrocarbures volatils au niveau de la zone dépolluée #1 sont inférieures à celles observées lors de la campagne pré-travaux de dépollution, menée en 2021 par ERG Environnement.

Aucune anomalie n'a été identifiée au niveau de l'ouvrage GDS3 Bis (situé à proximité de la zone dépolluée #11). Ces observations montrent que les travaux de dépollution des zones #1 et #11 ont été bénéfiques.

Les anomalies observées au niveau des gaz du sol, au nord du site, sont en adéquation avec les anomalies observées dans les eaux souterraines au niveau du Pz6.

Les composés observés montrent qu'elles sont liées aux pollutions issues du dépôt pétrolier SPD : ces impacts ne sont donc pas imputables aux activités sur site.

Aucune concentration supérieure aux limites de quantification du laboratoire n'est mesurée au niveau du ASD2 (situé au niveau du bâtiment, proche de l'ancienne cuve enterrée).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2024, article 9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Gaz du sol

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Au plus tard trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à la réalisation d'une nouvelle campagne de prélèvements sur les gaz du sol, en conditions météorologiques contrastées et avec adaptation des temps de pompage.

+ suites de la précédente inspection du 9 octobre 2024 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 15 jours, les résultats de la nouvelle campagne d'analyses des gaz du sol.
Constats : Voir constats précédents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/10/2024, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>+ suites de la précédente inspection du 9 octobre 2024 :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à la société PACCOR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 15 jours, de transmettre les fiches de caractérisation des lots de terres et de galets pour remblai et de procéder aux déclarations dans le RNDTS des terres excavées apportées sur site ; • sous 15 jours, de regrouper tous les produits dangereux dans une même cellule et prévoir une solution de rétention pour ces produits ; • sous 15 jours, de transmettre les justificatifs pour le bâtiment exploité de la résistance et réaction au feu de l'ensemble des murs (REI 120) ; • sous 15 jours, de transmettre l'emplacement et le dernier résultat de la mesure du débit à 1 bar de pression du poteau d'extinction d'incendie le plus proche ; • sous 15 jours, de proposer un système de détection d'incendie relié à une télésurveillance pour le bâtiment entrepôt ; • sous 1 mois, de transmettre mensuellement l'état des stocks complet et par rubrique 4XXX pour l'activité de SOPECAL HYGIENE jusqu'à la fin de la procédure de cessation d'activité ; • sous 2 mois, de transmettre un dossier de porter à connaissance concernant les activités des sociétés EMBELYA et SOPECAL HYGIENE sur l'emprise ICPE du site, conformément aux dispositions du point II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement (description, positionnement réglementaire ICPE, enjeux environnementaux). Afin d'apprécier les enjeux environnementaux et les moyens de prévention et de protection de l'environnement, il pourra utilement prendre comme références les dispositions prévues par les arrêtés ministériels de

prescriptions générales pour les rubriques 2515/2517 et 1510/4510, même si les seuils ICPE ne sont pas franchis.

Constats :

Par courrier du 29 janvier 2025, l'exploitant a déclaré ne pas être soumise à la réglementation ICPE et a transmis l'état des stocks complet demandé. Par ailleurs, le bureau d'études APAVE, après passage sur site le 24 octobre 2024, a indiqué que le site relevait du Code du travail et attesté la conformité des locaux (parois en maçonnerie CF 2h et portes coulissantes CF 1h asservies à un des détecteurs DAD en partie haute). Enfin, l'exploitant a transmis le retour du service Eau de l'agglomération de Mont-de-Marsan ainsi qu'un plan de localisation des poteaux incendie évoqués. 4 poteaux sont disponibles et opérationnels à proximité du site Rue de la Ferme de Carboué. À l'issue de l'inspection, l'exploitant nous a confirmé que l'activité de la société SOPECAL HYGIENE allait perdurer sur le site.

Bien que cette situation ne soit pas conforme vis-à-vis du Code de l'environnement (cessation d'activité d'un site soumis à autorisation non achevée, activité pouvant avoir des risques et des impacts sur l'environnement), et pour faire aboutir la cessation d'activité sans remettre en cause la réhabilitation de cette friche industrielle, l'inspection des installations classées estime que le pétitionnaire a fait preuve de bonne volonté pour s'assurer que les risques sont maîtrisés (murs coupe-feux, moyens de lutte contre l'incendie proches notamment).

Concernant les fiches de caractérisation des lots de terres et de galets pour remblai et la déclaration dans le RNDTS des terres excavées apportées sur site, l'exploitant explique que les matériaux observés à l'entrée du site sont tous issus du chantier de réhabilitation et seront valorisés sur place pour du terrassement. Par ailleurs, il n'y aura pas de concassage.

Type de suites proposées : Sans suite